

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1912.

Proposition de loi ayant pour objet de permettre aux femmes, munies du diplôme de docteur en droit, de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. NERINCX.

MESSEURS,

Le 24 janvier 1901, MM. Vandervelde et consorts déposèrent une proposition de loi ayant pour objet de permettre aux femmes munies d'un diplôme de docteur en droit, de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession.

En novembre 1907, cette proposition fut renvoyée aux sections de la Chambre et celles-ci se réunirent le 5 février 1908.

La proposition fut rejetée dans quatre sections et adoptée dans deux.

L'examen en section centrale eut lieu au mois de mars 1912.

Des membres estiment, avec l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, que la nature particulière de la femme, la faiblesse relative de sa constitution, la réserve inhérente à son sexe, la protection qui lui est nécessaire, sa mission spéciale dans l'humanité, les exigences et les sujétions de la maternité, l'éducation qu'elle doit à ses enfants, la direction du ménage et du foyer domestique confiée à ses soins la placent dans des conditions peu conciliables avec les devoirs de la profession d'avocat et ne lui donnent ni les loisirs, ni la force, ni les aptitudes nécessaires aux luttes et aux fatigues du barreau.

D'autres membres se déclarent favorables à la proposition pour les motifs développés par l'un d'eux dans la note jointe au présent rapport.

Trois membres se prononcent pour le rejet de la proposition. L'un d'eux ajoute qu'il émet ce vote en acquit du mandat qu'il estime lui être donné par la section qui l'a nommé rapporteur ; il se réserve toutefois d'émettre devant

(1) Proposition de loi, n° 61 (session de 1900-1901).

(2) La Section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Hojois, Pirmez, Lorand, Raemdonck, Feron, Wauwermans.

la Chambre un vote différent, parce qu'il est personnellement plutôt favorable à la proposition.

Trois membres se prononcent pour l'adoption du projet.

Un membre fait remarquer que le programme des travaux de la Chambre ne permettra pas que la proposition soit portée utilement devant elle au cours de cette session, et que la dissolution imminente du Parlement doit entraîner la caducité de la proposition. D'autre part, le Congrès féministe, qui doit se réunir prochainement à Bruxelles, peut apporter une contribution importante, et peut-être nouvelle, à l'étude de la question.

Dans ces conditions, il estime devoir émettre actuellement un vote d'abstention.

La proposition de loi soumise à l'examen de la section centrale se trouve ainsi rejetée par parité de voix.

Le Président-Rapporteur,

E. NERINCX.

NOTE DE MINORITÉ

Le 5 décembre 1888, M^{lle} Marie Popelin se présenta à la barre de la Cour d'appel de Bruxelles, assistée par M^e Jules Guillery, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats, qui demanda à la Cour d'admettre M^{lle} Popelin à la prestation du serment préalable à l'exercice de la profession d'avocat, conformément aux articles 15 et 14 du décret du 14 décembre 1810.

Sur l'opposition de M. le Procureur général Van Schoor, qui soutenait que les dispositions du décret de 1810 n'étaient pas applicables aux femmes et après avoir entendu, pour M^{lle} Popelin, les plaidoiries de M^{es} Guillery et Louis Frank, la Cour d'appel rendit, le 28 décembre 1888, un arrêt qui repoussait la demande de M^{lle} Popelin.

Le pourvoi en cassation formé contre cet arrêt fut rejeté par arrêt de la Cour de cassation en date du 11 novembre 1889 sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Bosch et les plaidoiries de M^{es} Emile De Mol, Jules Guillery et Carl Devos.

L'accès du barreau était donc refusé à M^{lle} Popelin. Elle avait subi, avec distinction et avec grande distinction, les examens prescrits par la loi de 1876 pour l'obtention du grade de docteur en droit qui n'est imposé que pour l'exercice de la profession d'avocat ou des fonctions de la magistrature judiciaire; elle était de la plus haute honorabilité; elle se réclamait du patronage, autorisé entre tous, de M. Jules Guillery, ancien bâtonnier et aussi ancien président de notre Chambre des Représentants dont il a, pendant de longues années, brillamment illustré la tribune et le siège présidentiel, et où son souvenir vit toujours, entouré de sympathie et de vénération.

Mais tout cela ne put avoir raison de ce que la magistrature considéra comme une inflexible proscription édictée par la loi et frappant toutes les femmes d'exclusion du barreau.

Il semble bien cependant que ce ne fut pas sans regret que la magistrature obéit au devoir de conscience qu'elle accomplissait en appliquant la loi telle que le législateur lui semblait l'avoir faite et en se souvenant que la mission du juge est de suivre la loi, sans jamais céder à la tentation de la corriger.

Car M. l'avocat général Bosch, tout en se prononçant contre l'admission des femmes au barreau, n'hésitait pas à dire devant la Cour de cassation :

« Nous venons de vous dire, Messieurs, ce que, d'après nous, veut la loi »
» qui nous régit.

» C'est le seul devoir de notre office.

» Y a-t-il lieu de modifier la loi et d'admettre les femmes au barreau? Ce » serait affaire au législateur. »

Et la Cour de cassation, prononçant son arrêt, déclare ne pas faire siens les motifs tirés par la Cour d'appel « *de la nature particulière de la femme et de son rôle dans la société, pour justifier son exclusion du barreau* ».

Voici, dans leur texte, ces réserves de la Cour de cassation :

« *Considérant que la Cour de cassation n'a pas à se prononcer sur les motifs que l'arrêt attaqué deduit de la nature particulière de la femme et de son rôle dans la société pour justifier son exclusion de la profession d'avocat.*

« *Qu'il ne lui appartient pas non plus d'examiner si, comme le soutient la demanderesse, la loi qui permet à la femme d'obtenir le diplôme de docteur en droit, est engagée à lui ouvrir la carrière du barreau.*

« *Que la solution de cette question est réservée au législateur.* »

Il ne restait plus aux femmes écartées du barreau par les arrêts de justice qu'à suivre l'avis exprimé par la plus haute magistrature du pays. C'était devant le pouvoir législatif qu'il fallait porter la question. Mais profond fut le découragement jeté dans cette petite élite féminine qui avait osé concevoir le projet de hautes et fortes études et qui les avait faites, presque seule, qui avait étudié la littérature, la philosophie, l'histoire, le droit ancien et moderne, et qui avait, même sans écoles affectées à son sexe, vaillamment conquis la connaissance difficile des langues anciennes, le latin et le grec ! La plupart se résignèrent. Elles renoncèrent à la carrière du droit. Elles se tournèrent vers la médecine dont l'accès ne leur était pas interdit. Rares étaient celles auxquelles la fortune avait souri. C'était une profession et des moyens d'existence honorables qu'elles avaient voulu se donner. Les unes devinrent pharmaciennes. D'autres conquièrent le diplôme de docteur en médecine et il en est plusieurs qui, après s'être destinées d'abord au droit, sûrent, à force de courage et de travail, conquérir le diplôme de docteur en médecine, mériter la confiance de clientèles importantes, devenir médecins des hôpitaux et se créer un nom qui atteste qu'elles ne furent pas inférieures aux hommes dans l'accomplissement des lourds devoirs que comporte l'exercice d'une profession rangée à bon droit parmi les plus difficiles et les plus constamment asservies à la loi du travail.

M^{lle} Popelin fut à peu près seule à ne pouvoir se résigner à renoncer au droit. La plaidoirie lui était refusée. Elle continua à étudier le droit. On lui demandait des consultations. Elle les donna. Elle devint la collaboratrice de membres du barreau. Elle élucida les causes dont on lui confiait les dossiers. Elle rédigea des conclusions. Elle plaïda, en quelque sorte, par écrit les causes qu'elle ne pouvait aller soutenir à la barre. Elle jouit de l'estime du barreau. Les sympathies lui sont prodiguées. Elle a acquis toutes les qualités que la pratique du barreau procure. Si, comme nous l'espérons, le projet de loi soumis à la Chambre recueille l'adhésion du Parlement et la sanction du Roi, on pourra dire que M^{lle} Popelin aura accompli plusieurs fois son stage longtemps avant d'être appelée à prêter serment.

Le projet de loi soumis aux délibérations de la Chambre, est l'œuvre de MM. Emile Vandervelde, Hector Denis, J. Hubin et Paul Janson. L'exposé des motifs en a été rédigé par M. Vandervelde. Il a été déposé le 24 janvier 1901.

Le travail parlementaire n'a pas été rapide.

Les sections de la Chambre qui ont examiné le projet se sont réunies le 5 février 1908. Quatre sections l'ont rejeté. Deux l'ont adopté.

La section centrale a statué en mars 1912.

Toutes ces dates sont très éloignées les unes des autres.

Dans l'intervalle, la question avait fait du chemin dans l'opinion publique, en Belgique et à l'étranger. En outre, on observa que les sections de 1908 n'avaient réuni que 53 membres. Dans l'une des sections, il n'y avait que cinq membres présents. Dans ces conditions, on ne pouvait considérer les votes des sections comme une indication bien sérieuse des sentiments de la Chambre. D'ailleurs, comme nous venons de le dire, les événements avaient marché et les membres de la section centrale se trouvaient en présence de nombreux faits nouveaux qu'ils devaient prendre en considération.

C'est ce qui fit qu'au moment du vote de la Section centrale, complétée par le vice-président de la Chambre, il y eut trois voix en faveur du projet et qu'il n'y eut plus, pour le repousser que trois voix *contre*. Un membre de la Section s'était abstenu.

Le projet était encore rejeté tout de même ; mais ce n'était plus que par *parité* de voix. Il n'y avait plus de *majorité* hostile. Et en réalité il y avait même une majorité favorable, puisque l'un des membres qui avaient voté *non* déclara que son vote n'exprimait pas ses opinions personnelles, qu'il était plutôt favorable au projet et qu'il se réservait de voter en conséquence en séance publique de la Chambre. Il ne s'était pas considéré comme autorisé à le faire devant la Section centrale, à cause de l'opinion contraire de la Section qu'il y représentait.

Il y a donc, en réalité, en faveur du projet une majorité de 4 voix contre 2 et une abstention.

C'est donc par modestie et par scrupule de correction réglementaire que les présentes observations sont soumises à la Chambre sous le titre de : « NOTE DE LA MINORITÉ ». C'est « MAJORITÉ » qu'il faudrait dire et cela d'autant plus que le membre qui s'est réservé de voter le projet de loi en séance publique paraît bien avoir exprimé ainsi, non pas seulement son sentiment personnel, mais aussi celui d'autres membres encore. Quoi qu'il en soit, le projet se présente devant la Chambre avec l'autorité que lui donne un *avis favorable* de la Section centrale.

*
* *

Soumise aujourd'hui à l'examen du pouvoir législatif, la question du droit des femmes au barreau ne comporte plus tous les développements qu'ont dû lui donner, devant les cours de justice, les organes de la loi et les conseils de M^{lle} Popelin. Il ne s'agit plus de fixer le droit ancien, ni d'interpréter les lois existantes. Il s'agit de faire une loi nouvelle, d'instituer le droit nouveau.

Ce n'est pas cependant sans regret que nous nous résignons à écarter du débat actuel les solides et consciencieuses études consacrées aux législations anciennes et modernes par les organes de la loi et par les conseils de M^{lle} Popelin, au cours des débats qui se sont déroulés dans les audiences de la Cour d'appel de Bruxelles et de la Cour de cassation.

Mais il nous reste à reprendre de ce débat les questions que la Cour de cassation renvoyait à l'examen du législateur et à dire quelques mots aussi des transformations profondes qui, depuis les arrêts de 1888 et de 1889, c'est-à-dire depuis tantôt un quart de siècle, se sont opérées en Belgique et à l'étranger, à la fois dans l'esprit public et dans la législation.

On pouvait peut-être s'appuyer, en Belgique, en 1888, pour refuser aux femmes l'accès du barreau, sur l'incapacité que la législation décrétait contre elles pour des actes ordinaires de la vie civile.

Telle, par exemple, que :

L'interdiction d'être témoin dans les actes de l'état civil, invoquée par M. le Procureur général Van Schoor.

Une loi nouvelle a supprimé cette incapacité. Les femmes peuvent aujourd'hui être témoins aux actes de l'état civil. Et elles y interviennent fréquemment.

En 1888, la femme, à l'exception de la mère, ne pouvait être tutrice, ni même faire partie des conseils de famille.

Elle le peut aujourd'hui. Les femmes sont membres des conseils de famille. Et à défaut du père, de la mère et des ascendants mâles, les femmes ascendantes sont tutrices de plein droit. A défaut d'ascendants ou d'ascendantes, le conseil de famille peut conférer la tutelle aussi bien aux femmes qu'aux hommes. L'égalité est absolue. (*Loi du 10 août 1889.*)

La femme est aujourd'hui électeur aux Conseils de prud'hommes. Et elle est même éligible. Ainsi le veut la récente loi des prud'hommes. Et il y a quelques jours à peine, dans tout le pays, des femmes ont été élues juges des Conseils de prud'hommes. A remarquer que ces fonctions leur attribuent non seulement la judicature, mais encore une action politique, car la nouvelle législation des prud'hommes confère aux Conseils le droit de se prononcer sur les réformes concernant le régime du travail.

L'émancipation juridique de la femme s'atteste d'ailleurs dans tous les domaines.

La loi lui a reconnu le droit de disposer seule des fonds déposés par elle à la Caisse d'épargne, et ce, malgré l'opposition de son mari. Elle peut défendre son droit contre lui, même en justice.

De toutes parts, l'incapacité qui pesait sur les femmes est battue en brèche et ce, avec le concours de l'autorité publique elle-même. La loi sur la protection de l'enfance est conçue dans la pensée que le soin de veiller sur les enfants privés de la protection naturelle des parents, sera particulièrement confié à des femmes dévouées et honorables. Elles sont, avec raison, considérées comme étant encore mieux à même que les hommes de remplir cette mission délicate.

Partout s'affirme l'esprit d'émancipation de la femme, trop longtemps victime d'anciens préjugés qui sont aujourd'hui en recul ou même sur le point d'être totalement répudiés.

On a invoqué contre l'admission des femmes au barreau le fait que les avocats peuvent être assumés comme juges et que les femmes ne peuvent pas être juges.

Les voilà cependant aujourd'hui juges aux Prud'hommes!

L'argument est, du reste, sans valeur. Il est exceptionnel que les avocats soient assumés comme juges et rien n'oblige à assumer précisément les femmes qui seraient au barreau. Le décret sur la profession d'avocat indique les conditions qui leur sont imposées. On ne peut y ajouter, l'obligation de réunir aussi les conditions imposées aux magistrats.

Au surplus, ce n'est là qu'un infime détail fort aisé à régler.

On invoque encore la soumission à la puissance maritale, la sujétion de la maternité, le soin des enfants, la charge du foyer domestique! Mais toutes les femmes de toutes les professions sont soumises à ces règles et à ces nécessités! Il y a 1,200,000 femmes qui travaillent en Belgique et que leur travail appelle des journées entières loin de leur foyer, de leur mari, de leurs enfants dans des conditions autrement pénibles que celles qui peuvent s'imposer à la femme par la plaidoirie et l'étude des procès. Va-t-on interdire à toutes ces femmes le droit de gagner leur vie par l'exercice de la profession de leur choix?

Nous vivons sous le régime de la liberté du travail. Toutes les professions sont libres. Chacun peut y accéder. Il n'y a qu'une seule exception : les femmes ne peuvent plus travailler dans les houillères! Et l'on a mis que trop de temps à les protéger contre l'exploitation qui les y faisait descendre.

Mais qui donc oserait assimiler la condition qui était faite à ces malheureuses à l'exercice par une femme de la profession d'avocat?

*
* *

Faut-il discuter l'étrange objection qui représente les obligations du barreau comme inconciliables avec la réserve que la nature impose à la femme, avec la pudeur naturelle à son sexe?

Sans doute, il est des procès scabreux. Mais ils ne le sont pas seulement pour les femmes et tout avocat, tout magistrat a connu les répugnances que provoque dans une âme délicate le spectacle des déchéances humaines. Mais, de quel droit affirmera-t-on qu'une honnête femme, forte de son honnêteté, n'aura pas, en elle-même, la force morale qui suffit à préserver celui que son devoir appelle à étudier le mal, des souillures du mal?

Le médecin connaît ces répugnances de plus près encore que l'avocat. Les femmes-médecins sont-elles amoindries par le devoir de soigner les mauvais malades? Reculent-elles devant ce devoir? Songe-t-on à leur interdire d'être médecins? Songe-t-on à bannir du lit des malades les infirmières, religieuses ou laïques, mises de plus près encore en contact avec les délabrements de la misère et du vice?

Dira-t-on que ces femmes manquent à la réserve naturelle à leur sexe ? qu'elles ont sacrifié la pudeur dont la nature les a douées ?

Ce qu'elles supportent est cependant autrement grave et rebutant que ce que peut rencontrer la femme-avocat dans l'étude d'un dossier. Et quant aux obligations de la plaidoirie, une nature délicate, à quelque sexe qu'elle appartienne, trouve toujours le moyen de plaider un procès, fût-il scabreux jusqu'au scandale, de façon à se respecter elle-même et à ne rien dire que les oreilles des honnêtes gens ne puissent entendre.

Les maîtres du barreau en donnent tous les jours des exemples qui sont d'utiles leçons pour tous et malgré toutes les infériorités dont le préjugé a accablé les femmes, on n'en est pas encore arrivé à prétendre qu'elle soit inhabile à exprimer sa pensée et qu'elle soit inférieure à l'homme, même dans l'art de la parole.

D'ailleurs, ce serait une erreur de croire que les avocats soient si fréquemment exposés à l'ennui de causes malsaines.

Celles dont on entend parler font du bruit, mais elles sont rares. La masse des procès n'a rien de commun avec ces choses. Les procès des honnêtes gens, dont la propre morale est intacte et que des malentendus ou une querelle d'argent mettent aux prises, sont cent fois plus nombreux que les procès des gredins. Et l'on n'est d'ailleurs pas obligé de les accepter tous.

L'on ne peut que sourire, au barreau, milieu de haute salubrité morale, du singulier scrupule invoqué pour interdire aux femmes l'accès du prétoire.

Dans un autre ordre d'idées, nous ne contestons pas que la vie de l'avocat exige souvent un grand effort de travail et qu'il doit alors savoir faire le sacrifice de soi-même. Mais, il en est de même des médecins et de beaucoup d'autres. Et les femmes des autres professions, les institutrices, les ouvrières, les employées, les femmes des négociants, des industriels, des cultivateurs, sont plus souvent encore soumises à des travaux considérables, durs, prolongés au delà de la journée normale. On ne songe pas beaucoup à les plaindre. Et elles supportent l'effort. Pourquoi les femmes au barreau ne sauraient-elles pas s'imposer un effort beaucoup moins pénible ?

Et ne faut-il pas ajouter, pour rester dans la vérité, que ce sont là choses accidentelles ou exceptionnelles, au barreau comme ailleurs, et qu'il serait excessif de prétendre que, dans le courant ordinaire des choses, la vie de l'avocat soit tellement lourde qu'une femme ne pourrait pas la supporter. Il est beaucoup de gens qui seraient fort heureux que leur métier ne fût pas plus dur.

La puissance de travail de la femme ne saurait d'ailleurs être méconnue. Dans toute notre vie sociale, dans le peuple et dans la bourgeoisie, elle travaille autant et souvent plus que l'homme. La prospérité des familles repose beaucoup sur elle, parfois exclusivement. Il faut naturellement faire abstraction du petit nombre de femmes appartenant à la bourgeoisie opulente ou très aisée. Encore en est-il beaucoup qui s'adonnent, non sans passion et sans succès, au culte des lettres et des arts et qui, l'adversité survenant, ne seraient guère en peine de s'imposer un labeur professionnel.

Les femmes ont d'ailleurs plaidé en Grèce, à Rome, en Europe au moyen âge, sous la Renaissance et jusque sous la Révolution française.

On reconnaît qu'elles ont excellé dans d'autres domaines et que des œuvres littéraires de haute valeur ont attesté leur capacité intellectuelle.

On ajoute, il est vrai, qu'elles ont brillé surtout dans les œuvres d'imagination, le roman où s'illustrèrent George Sand et tant d'autres, mais que la science du droit, appuyée sur le raisonnement et la logique, leur serait moins accessible.

Le passé réfute déjà cette dernière appréciation. Mais il est une réponse plus péremptoire.

Dans le beau livre que Jean Finot vient de consacrer à la réfutation victorieuse du préjugé de l'infériorité de la femme (*Préjugé et problème des sexes* Paris-Alcan, 1912) il montre les femmes prenant place aux premiers rangs, des savants qui se sont consacrés à l'étude des sciences physiques et des mathématiques supérieures. Ce livre, d'un intérêt passionnant, est à lire tout entier; nous en détachons, pour l'édification de la Chambre, les extraits suivants :

« Les femmes ont oublié de le remarquer et les hommes n'ont point daigné constater que la proportion des femmes éminentes, comparée au nombre général des femmes vouées à la science, plaide bien plus pour la femme que pour l'homme.

Lorsque la femme, à son tour, aura des historiens impartiaux de son évolution scientifique, ceux-ci constateront que les Hypathies furent plus nombreuses qu'on le ne croit généralement.

Qui oserait, par exemple, soutenir que le positivisme d'Auguste Comte, qui a mis une empreinte indéracinable sur la mentalité moderne, a eu pour précurseur, une femme? Or, Comte revendique lui-même, dans son « Cours de philosophie positive », ce mérite pour Sophie Germain.

Cette illustre mathématicienne, perdue dans le milieu des hommes, n'a jamais été appréciée à sa juste valeur.

Regardée aujourd'hui comme une des créatrices de la « Physique mathématique », elle fut oubliée surtout par tous ceux qui ont profité de ses découvertes.

.

Prenons, par exemple, une des sciences, l'astronomie, où l'esprit de précision et d'ingéniosité de notre intelligence a le champ le plus propice pour s'exercer et triompher.

En commençant par la princesse égyptienne Aganice, qui, selon Plutarque, prédisait l'avenir d'après les corps célestes, les femmes ont de tout temps, malgré les obstacles rencontrés sur cette route, étudié l'astrologie. Elles ont ainsi devancé les découvertes en astronomie.

Aglaonice annonçait en Thessalie les éclipses solaires et lunaires. Asclapi-genie opérait d'une façon analogue à Athènes, et Hypathie surpassa en science

tous les savants de son époque. C'est elle qui a inventé un planisphère et un astrolabe, et fait le premier ouvrage sur l'algèbre.

A mesure que l'astronomie s'acheminait vers sa destinée brillante, les femmes ne se faisaient pas faute de l'enrichir par leurs travaux et leurs découvertes. Signalons, dans cet ordre d'idées, plusieurs femmes allemandes, comme la célèbre Maria Kunicia, qui a édité en 1650, les très importantes tables astronomiques, connues sous le nom de *Urani Propitia*; Marguerie Kirch qui a découvert une comète en 1702 et publia, à côté d'almanachs, de nombreux calculs astronomiques; M^{me} Rumker qui a signalé une comète en 1847, et tant d'autres.

Il en est de même, en France, où Jeanne Dumée dans ses *Entretiens sur l'opinion de Copernic touchant la mobilité de la terre*, a eu l'esprit, vers la fin du XVIII^e siècle, de défendre les idées du célèbre astronome, au moment où il était l'objet d'attaques violentes et passionnées de plusieurs savants.

Chose curieuse, Jeanne Dumée crut nécessaire de relever le reproche, que l'astronomie constitue un ouvrage trop délicat pour les personnes de son sexe. Mais elle se console en pensant qu'elle va faire connaître aux dames de son temps, qu'elles ne sont pas « incapables de l'étude, car entre le cerveau d'une femme et celui d'un homme, il n'y a aucune différence... »

Notons, dans le même ordre d'idées, M^{me} du Chatelet, née de Breteuil, la célèbre traductrice des *Principes* (de la philosophie naturelle) de Newton, dont elle a reconstitué le travail primitif en les enrichissant d'un commentaire. Voltaire a dit d'elle : « Une femme qui a traduit et éclairci Newton est, en un mot, un très grand homme. » D'après Ampère, elle a aussi du « génie en géométrie ».

M^{me} Lepaute a déterminé avec Clairaut l'orbite de la comète Halley. C'est elle aussi qui avait prédit et calculé l'éclipse du soleil pour 1764, chose qui n'avait jamais été faite, avant elle, en France. Collaboratrice de Lalande et de son mari, le célèbre horloger, elle a fait un traité d'horlogerie. Ses nombreuses découvertes et ses services rendus aux sciences mathématiques se trouvent énumérés dans la notice posthume de Jérôme Lalande qui, émerveillé des travaux de cette femme géniale, insiste sur l'intérêt qu'il y aurait pour la science d'y associer « le sexe, auquel on doit M^{me} Herschel, M^{me} De Lalande et tant d'autres ».

Jeanne-Amélie Latonde a défini, vers l'année 1775, la position de dix mille étoiles que contient le catalogue de son mari. M^{me} Dupierry professa la première l'astronomie à Paris et laissa de nombreux calculs d'éclipses pour préciser le mouvement de la lune. M^{me} Yvan Villarceau s'est fait remarquer par ses calculs des orbites des étoiles doubles. Notons enfin M^{me} Clémence Royer, la savante traductrice de Darwin et l'auteur du curieux ouvrage *De l'Origine des Mondes*, dirigé contre l'hypothèse de Laplace.

N'oublions pas Caroline Herschel (1750-1848) qui, indépendamment de ses grands travaux réalisés en collaboration avec son frère Guillaume, découvre pour son propre compte huit comètes et publie un catalogue des étoiles doubles et des nébuleuses qui lui valut une médaille d'or de la Société astronomique de Londres. A l'âge de soixante-douze ans, elle entreprend un travail immense sur les 2,500 nébuleuses.

Citons encore M^{me} Sommerville, à qui l'on doit l'ouvrage classique sur le *Mécanisme des Cieux* (1831). Herschel affirme qu'il a lu avec admiration « ce livre écrit pour la postérité ». Elle publia, en outre, l'*Étude chimique et magnétique du soleil*, et se fit remarquer, au même titre, dans la science astronomique autant que dans celle des mathématiques pures où, d'après de Humboldt, elle fut tout-à-fait supérieure.

Une des branches les plus importantes de l'astronomie moderne, « l'astro-physique », qui s'occupe de la structure des étoiles, est l'œuvre des époux Sir William et Lady Hyggins et le fruit imposant de leur labeur uni pendant un demi-siècle.

.....

Nous n'avons mentionné, dans notre pérégrination à travers le passé de l'astronomie, que certaines étoiles de première grandeur. Mais que de noms omis, à cause de l'ignorance dont s'accuse l'auteur de ces lignes ! Que dire enfin de l'oubli dans lequel se trouvent noyées des centaines de femmes savantes, collaboratrices modestes et obscures de leurs maris orgueilleux et glorieux !

.....

Dans ces dernières années, nous avons vu plusieurs femmes dont l'activité fortifie les espérances que fait naître la femme nouvelle.

Que dire, par exemple de M^{me} Curie, dont les découvertes s'évalent devant nos yeux ? Tant que Curie vivait, on la réduisait au rôle de modeste collaboratrice, n'ayant peut-être d'autre mérite dans les découvertes de son mari, quo son dévouement et sa compréhension d'épouse. Mais Curie meurt, et M^{me} Curie continue à faire preuve d'une méthode sûre et d'un esprit inventif surprenant. D'après les témoignages du professeur Hixson (Université de Manchester), et du célèbre W. Ramsay, les femmes admises aux études mathématiques se montrent, sous tous les rapports, les émules des hommes. »

*
* *

En présence d'une pareille accumulation de preuves éclatantes de la puissance intellectuelle des femmes, manifestée dans les études les plus ardues et que peu d'hommes osent aborder, comment soutenir encore que la connaissance du droit et la pratique du barreau seraient inconciliables avec leur nature ?

Qui pourrait encore affirmer son infériorité intellectuelle ?

De quel droit supprimer pour les femmes docteurs en droit la liberté du choix de leur profession ?

Tous les avocats sont-ils de grands avocats ?

Et aux hommes ferme-t-on l'accès du barreau, sous prétexte de l'insuffisance de leurs capacités ?

S'ils sont incapables, ils échoueront. C'est leur droit d'essayer de ne pas échouer. C'est le droit des femmes aussi !

*
* *

Nous concluons. Le mouvement général des esprits pousse à l'émancipation des femmes.

La France, avec laquelle le décret de 1810 nous était commun, a rompu avec la législation impériale.

La loi française du 1^{er} décembre 1900 a admis les femmes à l'exercice de la profession d'avocat. Plusieurs plaident à Paris et dans les départements. L'une d'entre elles, M^{me} Maria Verone, nous a, dans une conférence donnée en 1910, au Palais de Justice à Bruxelles, fait apercevoir toutes les conséquences heureuses déjà produites par l'accession des femmes au barreau français. Elle vient d'être appelée à siéger à Paris au Comité des enfants traduits en justice, recruté exclusivement jusqu'ici parmi les magistrats, les parlementaires, les avocats et les hauts fonctionnaires.

La France n'est pas seule à avoir ouvert le barreau aux femmes. Elle avait été précédée dans cette voie et elle a été suivie à son tour. Le barreau est ouvert aux femmes aux États-Unis d'Amérique, au Canada, en Australie, à la Nouvelle-Zélande, au Chili, dans l'Uruguay, au Pérou et, en Europe, aussi, dans les Pays Scandinaves, en Hollande, en Roumanie, et dans plusieurs cantons Suisses.

Dans plusieurs Etats de la grande République américaine, les femmes font partie du jury.

Et en Russie, la Douma vient d'accueillir la proposition d'ouvrir aux femmes l'accès du barreau.

Nous ne pensons pas que la Belgique puisse rester en arrière de ce mouvement.

Un intérêt social que l'on n'aperçoit pas assez l'attache à la mesure de justice et de progrès qui est proposée.

La réserve et la pudeur de la femme sont heureusement des choses très réelles. Mais il ne faut pas songer seulement à celles qui seront avocats. Il faut penser aussi à celles, aussi intéressantes et plus nombreuses, qui sont les clientes.

Qui ne sait combien de jeunes femmes retenues par un sentiment de pudeur trop ombrageux ont payé de leur vie ou de cruelles souffrances la réserve qui, aux approches de la première maternité, les faisait hésiter, même à confier à leur médecin les malaises dont elles souffraient. Pour avoir trop tardé à parler, beaucoup ont compromis leur santé et empoisonné leur avenir. Quelques-unes ont dit que si elles avaient pu alors avoir une femme pour médecin elles se seraient plus aisément enhardies.

Il y a des femmes médecins aujourd'hui et c'est une bonne chose. Mais il n'y a pas encore chez nous de femmes avocats et, cependant, parmi les clientes auxquelles l'assistance d'un avocat est nécessaire, combien n'en est-il pas aussi, épouses malheureuses, martyrisées ou blessées dans leurs pudeurs les plus intimes, qui hésitent aussi à confier à un avocat toute l'étendue des maux qui les accablent. La confiance nécessaire paraîtrait à beaucoup moins pénible si c'était à une autre femme qu'elles eussent à confier leur secret. Il faut respecter ces pudeurs. Elles ne se discutent pas.

Et ces considérations s'étendent non pas seulement aux conflits des conjoints dans les ménages malheureux, mais aussi à ceux qui concernent la garde des enfants, leur éducation et toutes ces choses délicates auxquelles s'entendent merveilleusement des cœurs de femmes et des cœurs de mères.

Il s'agit donc de bien autre chose encore que des droits et des intérêts des femmes qui aspirent au barreau ; il s'agit aussi et surtout du droit de la masse, du droit de la foule de ceux qui sont lésés et qui doivent pouvoir librement choisir l'homme ou la femme, versé dans la science du droit, à qui ils vont devoir confier la défense de leur honneur ou de leur fortune.

Un dernier mot encore. Le mouvement féministe n'est pas seulement juridique, il est aussi politique. Le suffrage politique des femmes divise encore les esprits ; mais le problème est posé et il ne tardera pas à devoir être résolu. La question se posera chez nous comme ailleurs. Mais comment la Belgique pourrait-elle songer à reconnaître aux femmes le droit de suffrage politique, si elle avait commencé par refuser à l'élite d'entre elles, élite vaillante et hautement honorable, même le droit d'exercer la profession d'avocat en vue de laquelle elles ont conquis le diplôme de capacité qui leur a été décerné au nom de la puissance publique.

Le projet de loi dont nous sollicitons l'adoption remonte à 1901. Il a subi de longs retards. Les Chambres sont sur le point d'être dissoutes. Nous les supplions de ne pas se séparer sans avoir fait justice.

EMILE FERON.

(11)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 APRIL 1912.

Wetsvoorstel waarbij aan de vrouwen, die het diploma van doctor in de rechten bezitten, wordt toegelaten den eed af te leggen als advocaat en dat beroep uit te oefenen.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER NERINCK.

MIJNE HEEREN,

De heer Vandervelde en meer andere leden hebben, op 24 Januari 1901, een wetsvoorstel ingediend, ten einde aan de vrouwen, welke in 't bezit zijn van een diploma van doctor in de rechten, toe te laten den eed af te leggen als advocaat en dat beroep uit te oefenen.

Dat voorstel werd in November 1907 verwezen naar de afdelingen der Kamer, die op 5 Februari 1908 vergaderden.

Het voorstel werd afgewezen in vier afdelingen en aangenomen in twee.

Tot het onderzoek in de Middenafdeeling werd overgegaan in Maart 1912.

Sommige leden, de stelling van het arrest van het Hof van Beroep, te Brussel, beamende, zijn van gevoelen dat de aard, aan de vrouw eigen, de betrekkelijke zwakheid van haar gestel, de bescheidenheid die het deel is harer kunne, de bescherming welke zij behoeft, hare bijzondere zending in de samenleving, de eischen haar gesteld als moeder, de groote gebondenheid waaronder zij ligt, de opvoeding van hare kinderen, het bestuur van het huishouden en van den huiselijken haard, aan hare zorgen toevertrouwd, haar plaatsen in een toestand weinig vereenigbaar met de ambtsplichten van een advocaat en haar geven noch den tijd, noch de lichamelijke krachten, noch de eigenschappen vereischt tot den strijd en de vermoeienissen, aan de balie verbonden.

Andere leden verklaren zich voor het wetsvoorstel en wel bepaald om de redenen, door één hunner uiteengezet in eene afzonderlijke nota (3).

(1) Wetsvoorstel, nr 61 (Zittingsjaar 1900-1901).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, was samengesteld uit de heeren Hoÿois, Pirmez, Lorand, Raemdonck, Feron, Wauwermans.

(3) Deze nota wordt later rondgedeeld.

Drie leden zijn tegen het voorstel. Een dezer zegt, dat hij die stemming uitbrengt tot vervulling van het mandaat 't welk hij acht hem te zijn opgedragen door de afdeeling die hem tot verslaggever benoemde. Hij behoudt zich echter het recht voor, eene andere houding aan te nemen voor de Kamer, daar hij persoonlijk veeleer gunstig is gestemd voor het voorstel.

Drie leden zijn voorstanders van het ontwerp.

Een lid doet opmerken, dat het programma der werkzaamheden van de Kamer zooveel omvattend is, dat het niet zal toelaten dit voorstel nog in den loop van dezen zitting te behandelen en dat het noodzakelijk, ten gevolge van de aanstaande ontbinding van het Parlement, moet vervallen. Anderdeels, is het feministencongres, dat dezer dagen te Brussel vergadert, van aard om op belangrijke wijze bij te dragen tot de studie en de oplossing van het vraagstuk.

Onder die omstandigheden, denkt hij zich thans te moeten onthouden.

Dus wordt het wetsvoorstel, dat de Middenafdeeling in onderzoek nam, verworpen bij staking van stemmen.

De Voorzitter-Verslaggever,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 APRIL 1912.

Recht voor de vrouwen, die het diploma van doctor in de rechten bezitten,
om den eed als advocaat af te leggen en dat beroep uit te oefenen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER NERINX.

MIJNE HEEREN,

De heer Vandervelde en meer andere leden hebben, op 24 Januari 1901, een wetsvoorstel ingediend, ten einde aan de vrouwen, welke in 't bezit zijn van een diploma van doctor in de rechten, toe te laten den eed af te leggen als advocaat en dat beroep uit te oefenen.

Dat voorstel werd in November 1900 verwezen naar de afdeelingen der Kamer, die op 5 Februari 1908 vergaderden.

Het voorstel werd afgewezen in vier afdeelingen en aangenomen in twee.

Tot het onderzoek in de Middenafdeeling werd overgegaan in Maart 1912.

Sommige leden, de stelling van het arrest van het Hof van Beroep, te Brussel, beamende, zijn van gevoelen dat de aard, aan de vrouw eigen, de betrekkelijke zwakheid van haar gestel, de bescheidenheid die het deel is harer kunne, de bescherming welke zij behoeft, hare bijzondere zending in de samenleving, de eischen haar gesteld als moeder, de groote gebondenheid waaronder zij ligt, de opvoeding van hare kinderen, het bestuur van het huishouden en van den huiselijken haard, aan hare zorgen toevertrouwd, haar plaatsen in een toestand weinig vereenigbaar met de ambtsplichten van een advocaat en haar geven noch den tijd, noch de lichamelijke krachten, noch de eigenschappen vereischt tot den strijd en de vermoeienissen, aan de balie verbonden.

Andere leden verklaren zich voor het wetsvoorstel en wel bepaald om de redenen, door één hunner uiteengezet in eene afzonderlijke nota bij dit verslag gevoegd.

(1) Wetsvoorstel, n^r 61 (Zittingsjaar 1900-1901).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, was samengesteld uit de heeren Hoyois, Pirmez, Lorand, Raemdonck, Feron, Wauwermans.

Drie leden zijn tegen het voorstel. Een dezer zegt, dat hij die stemming uitbrengt tot vervulling van het mandaat 't welk hij acht hem te zijn opgedragen door de afdeeling die hem tot verslaggever benoemde. Hij behoudt zich echter het recht voor, eene andere houding aan te nemen voor de Kamer, daar hij persoonlijk veeleer gunstig is gestemd voor het voorstel.

Drie leden zijn voorstanders van het ontwerp.

Een lid doet opmerken, dat het programma der werkzaamheden van de Kamer zooveel omvattend is, dat het niet zal toelaten dit voorstel nog in den loop van dezen zitting te behandelen en dat het noodzakelijk, ten gevolge van de aanstaande ontbinding van het Parlement, moet vervallen. Anderdeels, is het feministencongres, dat dezer dagen te Brussel vergaart, van aard om op belangrijke wijze bij te dragen tot de studie en de oplossing van het vraagstuk.

Onder die omstandigheden, denkt hij zich thans te moeten onthouden.

Dus wordt het wetsvoorstel, dat de Middenafdeeling in onderzoek nam, verworpen bij staking van stemmen.

De Voorzitter-Verslaggever;

E. NERINCX.



NOTA DER MINDERHEID.

Bij monde van M^r Jules Guillery, voormalig deken van de orde der advocaten, verzocht Mejuffer Marie Popelin, op 3 November 1888, het Hof van beroep te Brussel, haar toe te laten tot den eed voorafgaande aan het uitoefenen van het beroep van advocaat, overeenkomstig de artikelen 13 en 14 van het decreet van 14 December 1810.

De heer Procureur-generaal Van Schoor verzette zich daartegen op grond dat de bepalingen van het decreet van 1810 niet van toepassing zijn op vrouwen, en na, voor Mejuffer Popelin, de pleidooien van M^{rs} Guillery en L. Franck te hebben gehoord, bracht het Hof van beroep, den 28ⁿ December 1888, een arrest uit waarbij de eisch van Mejuffer Popelin werd afge-
wezen.

De voorziening in cassatie tegen dit arrest werd verworpen bij arrest van het Hof van Cassatie in dato 11 November 1889, op eensluidende conclusiën van den heer advocaat-generaal Bosch en de pleidooien van M^{rs} Emile De Mot, Jules Guillery en Carl De Vos.

De toegang tot de balie was Mejuffer Popelin dan ook ontzegd. Met onderscheiding en groote onderscheiding, had zij de examens afgelegd, voorgescreven bij de wet van 1876 tot verkrijging van den graad van doctor in de rechten, alleen opgelegd voor de uitoefening van het beroep van advocaat of van rechterlijken magistraat; zij was hoogst achtbaar; zij stond onder de machtige bescherming van den heer Jules Guillery, oud-deken van de orde der advocaten en ook gewezen voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, waarvan hij jaren lang het sieraad was en waar nu nog zijn naam in groote eere wordt gehouden.

Dit alles vermocht echter niets tegen hetgeen de magistratuur beschouwde als eene strenge door de wet voorgeschreven uitsluiting, die voor al de vrouwen den toegang tot de balie afsluit.

Blijkbaar vervulde de magistratuur, niet zonder leedwezen, een harden gewetensplicht, waar zij de wet toepaste zooals, haar dunkens, die door den wetgever gemaakt was, zich daarbij herinnerend dat de rechter de wet dient na te leven zonder te trachten die te verbeteren.

Want wel verklaarde zich de heer advocaat-generaal Bosch aan den toegang der vrouwen tot de balie vijandig, maar hij aarzelde niet zich voor het Hof van Cassatie aldus uit te drukken :

« Wij zegden, Mijne Heeren, wat, volgens ons, de van kracht zijnde wet vereischt.

» Dit is onze eenige ambtsplicht.

» Dient de wet te worden gewijzigd en de vrouwen tot de balie toegelaten ? De wetgever behoort daarover te beslissen. »

En het Hof van Cassatie, zijn arrest uitbrengende, verklaart niet toe te treden tot de redenen door het Hof van Beroep afgeleid uit *«den bijzonderen aard der vrouw en hare rol in de samenleving, om hare uitsluiting van de balie te wettigen.»*

De voorbehoudingen van het Hof van Cassatie luiden :

« Overwegende, dat het Hof van Cassatie geene uitspraak behoeft te doen over de redenen welke het arrest, waartegen wordt opgekomen, afleidt uit den bijzonderen aard der vrouw en hare rol in de samenleving, om hare uitsluiting van de balie te wettigen.

» Dat het evenmin dient te onderzoeken of, zooals de eischeres volhoudt, de wet die de vrouw toelaat het diploma van docter in de rechten te verkrijgen, haar tevens toegang tot de balie dient te verleen.

» Dat de oplossing van dit vraagstuk den wetgever is voorbehouden. »

De vrouwen, ingevolge de arresten van het gerecht, uitgesloten van de balie, konden nog enkel het advies volgen van de hoogste magistratuur des Rijks. De wetgevende macht diende zich met de zaak bezig te houden. Groot was echter de ontmoediging van die weinige uitgelezen vrouwen die zulke zware studiën hadden aangedurfd en, haast op eigen hand, voleindigd ; die zich hadden toegelegd op letterkunde, wijsbegeerte, geschiedenis, oud en nieuw recht, en zelfs al bestonden voor haar geene bijzondere scholen, de kennis hadden opgedaan van de oudere talen, latijn en grieksch ! De meeste berustten in haar lot ! Zij zagen af van de loopbaan van advocaat en legden zich toe op de geneeskunde, tot welke zij toegang hadden. Weinige werden door de fortuin begunstigd. Een deftig bestaan hadden zij beoogd. Deze werden apothekers, gene behaalden het diploma van dokter in de geneeskunde en verschillende, na eerst in de rechten te hebben gestudeerd, kwamen er toe, door noeste vlijt, het diploma van dokter in de geneeskunde te verkrijgen, wisten het vertrouwen van talrijke klanten te winnen, namen dienst in gasthuizen en verwierven zich eene faam die bewijst dat zij bij de mannen niet achterstonden in het kwijten van de zware plichten van een beroep dat terecht als een der lastigste geldt.

Mej. Popelin was eene der weinige die er niet toe konden besluiten aan de rechten te verzaken. Pleiten mocht zij niet ; zij zette dus hare rechtsstudiën voort. Men kwam haar raadplegen ; zij gaf raad, zij werd de medewerkster van leden der balie. Zij bracht licht in de zaken waarvan de dossiers haar werden toevertrouwd. Zij stelde besluitschriften op. Zij bepleitte, om zoo te zeggen, schriftelijk de zaken die zij ter balie niet verdedigen mocht. Zij genoot de achting der balie ; eenieder was haar genegen. Zij verwierf al de hoedanigheden welke de beoefening der rechten verstrekken kan. Wordt, naar wij hopen, het ter Kamer ingediende wetsontwerp door het Parlement goedgekeurd en door den Koning bekrachtigd, dan zal men mogen zeggen dat Mej. Popelin herhaaldelijk haar stage deed, lang voordat zij tot de cedaflegging werd toegelaten.

*
* * *

Het ter Kamer ingediende wetsontwerp werd opgemaakt door de heeren Émile Vandervelde, Hector Denis, J. Hubin en Paul Janson. De memorie

van toelichting is het werk van den heer Vandervelde. Het werd den 24ⁿ Januari 1901 ingediend.

Het parlementair werk vorderde niet snel.

De afdeelingen der Kamer, die het ontwerp onderzochten, vergaderden op 5 Februari 1908. Vier afdeelingen verwierpen het; twee namen het aan.

De middenafdeeling deed uitspraak in Maart 1912.

Al die datums liggen op grooten afstand van elkander.

Intusschen was de zaak, te onzent en in den vreemde, tot de gemoederen doorgedrongen. Bovendien werd opgemerkt dat in de afdeelingen van 1908 slechts 35 leden aanwezig waren.

In eene der afdeelingen waren slechts vijf leden aanwezig. Onder die onstandigheden konden de stemmingen der afdeelingen niet worden beschouwd als afdoende getuigenissen van de gevoelens der Kamer. Trouwens, wij zegden het reeds, de zaak had vorderingen gedaan en de leden der middenafdeeling stonden tegenover tal van nieuwe feiten waarmede rekening diende gehouden.

Dit alles had tot gevolg dat, bij de stemming der Middenafdeeling, aangevuld door den ondervoorzitter der Kamer, drie stemmen werden uitgebracht ten gunste van het ontwerp en er nog slechts drie leden *tegen* stemden. Een lid der afdeeling onthield zich.

Desniettemin was het ontwerp nogmaals verworpen, doch slechts bij *staking van stemmen*. Het stuitte niet langer op eene vijandige *meerderheid*. En feitelijk was de meerderheid het toegedaan, aangezien een der leden, die *neen* stemden, verklaarde dat zijne stemming zijne persoonlijke meening niet uitdrukte, dat bij het ontwerp veeleer gunstig was en hij zich had voorgenomen ter openbare vergadering van de Kamer in dien zin te stemmen.

Zijns erachtens mocht hij zulks in de Middenafdeeling niet doen, gezien de vijandige meening van de afdeeling, welke hij er vertegenwoordigde.

Feitelijk telde dus het ontwerp vier aanhangers tegen twee en een onthouding.

Alleen uit bescheidenheid en zorg om stipte naleving van het reglement worden deze aanmerkingen ter Kamer ingediend onder den titel : « **NOTA DER MINDERHEID** ». Juister luidde « **MEERDERHEID** », te meer daar het lid, dat zich voorbehiel het wetsontwerp ter openbare vergadering te stemmen, zoodoende niet alleen zijn persoonlijk gevoelen maar tevens dat van andere leden vertolkte. Hoe het ook zij, het ontwerp wordt der Kamer voorgelegd met het gezag dat een *gunstig advies* der Middenafdeeling eraan verleent.

*
* * *

Zooals het thans wordt ingediend is het vraagstuk van de aanspraak der vrouwen op de balie niet meer zoo omvangrijk als toen het voor de gerechts-hoven werdt gebracht door de wetsorganen en de raadslieden van Mej. Popelin. Hier is geen spraak meer van vaststelling van het oude recht noch van verklaring der bestaande wetten. Eene nieuwe wet dient gemaakt, een nieuw recht ingesteld.

Niet zonder spijt besluiten wij er toe in deze bespreking geen rekening meer te houden met de hechte en nauwgezette studiën welke aan de oudere

en nieuwere wetgevingen werden gewijld door de wetsorganen en de raadslieden van Mej. Popelin, bij de besprekingen die gehouden werden tijdens de zittingen van het Beroepshof te Brussel en van het Hof van Cassatie.

Evenwel, van die bespreking dienen wij de punten te hervatten welke het Hof van Cassatie den wetgever ten onderzoek overliet, en ook te gewagen van de grondige hervormingen die zich, sedert de arresten van 1888 en van 1889, d. i. sedert haast een kwart eeuws, te onzent en in den vreemde, zoo in de gemoederen als in de wetten, voordeden.

In 1888 kon men, om de vrouw den toegang tot de balie te ontzeggen, wellicht steunen op het feit dat zij door de wet onbekwaam was verklaard met het oog op de gewone akten van het burgerlijk leven.

Aldus, bijvoorbeeld, het door den heer Procureur-Generaal aangevoerde verbod om als getuige op te treden bij de akten van den burgerlijken stand.

Die onbekwaamheid werd door eene nieuwe wet opgeheven. Thans mogen vrouwen als getuigen optreden bij de akten van den burgerlijken stand. Zulks gebeurt dikwijls.

In 1888 mocht, ter uitzondering van de moeder, eene vrouw noch voogdes zijn, noch zelfs deel uitmaken van een familieraad.

Dit mag zij thans. Vrouwen maken deel uit van familieraden. Bij gebreke van vader, moeder en mannelijke bloedverwanten in rechte opgaande linie, zijn de vrouwelijke bloedverwanten in rechte opgaande linie voogdes van rechtswege. Bij gebreke van zulken mag de familieraad de voogdijschap zoo aan vrouwen als aan mannen toevertrouwen. Er bestaat dus volstrekte gelijkheid (*Wet van 10 Augustus 1889*).

Thans kiest de vrouw mede voor de werkrechtcrsraden. Zij is zelfs verkiesbaar. Zoo wil het de onlangs gestemde wet op de werkrechtcrsraden. Slechts enkele dagen geleden werden, heel het land door, vrouwen verkozen tot rechtcrs bij de werkrechtcrsraden. Hier zij aangemerkt dat die ambten haar niet slechts de judicatuur verleenon, maar tevens eene politieke actie, want de nieuwe wet op de werkrechtcrsraden kent aan de Raden het recht toe hunne meening te uiteu over de hervormingen die het werkstelsel betreffen.

De rechterlijke ontvoogding der vrouw uit zich trouwens op elk gebied.

De wet verleent haar het recht alleen te beschikken over de door haar ter Spaarkas gestorte sommen, zulks niettegenstaande verzet vanwege den echtgenoot. Zij mag, zelfs voor de rechtbank, haar recht tegen hem verdedigen.

Allerzijds werd aan de onbekwaamheid, waaronder de vrouw gebukt ging, afbreuk gedaan en zulks met de hulp van de publieke overheid zelf. De kindcrwet werd opgevat in dezen zin dat de zorg te waken over de kinderen, die de natuurlijke bescherming der ouders missen, vooral door deftige en toewijdingvolle vrouwen zal uitgeoefend worden. Terecht worden zij beschouwd als zijnde beter in staat dan de mannen om die kiesche zending te vervullen.

Overal komt de ontvoogdingsgeest tot uiting bij de vrouw die al te lang gebukt ging onder allerlei vooroordeelen welke stilaan slinken en op het punt zijn volkomen weg te vallen.

Tegen den toegang van vrouwen tot de balie werd aangevoerd, dat zij kunnen worden geroepen om als rechter op te treden en dat vrouwen geen rechter mogen zijn.

Treden ze thans niet als rechter op bij de Werkrechtersraden?

Het bezwaar mist trouwens alle kracht. Slechts bij uitzondering dienen advocaten als rechter op te treden en niets verplicht juist de aan de balie staande vrouwen als rechter te doen optreden. Het decreet betreffende het ambt van advocaat omschrijft de hun opgelegde voorwaarden. Men kan daarbij de verplichting niet voegen, ook te voldoen aan de voorwaarden, opgelegd aan de magistraten.

Overigens dit is eene zaak van slechts bijkomend belang die gemakkelijk te regelen valt.

Men steunt verder nog op hare afhankelijkheid van de macht des echtgenoots, op de eischen haar gesteld als moeder, op de zorg voor de kinderen, op de lasten van het huishouden! Maar alle vrouwen die een beroep uitoefenen kennen immers die verplichtingen en die noodwendigheden! België telt 1,200,000 vrouwen die arbeiden en wier werk ze gansche dagen van hun haard, hun echtgenoot, hunne kinderen verwijderd houdt onder omstandigheden die heel wat moeilijker zijn dan diegene welke zij zich voor het pleiten en de studie van processen moeten getroosten. Gaat men nu die vrouwen het recht ontzeggen haar brood te verdienen door uitoefening van het beroep hunner keuze?

Wij leven onder het stelsel van de arbeidsvrijheid. Al de beroepen zijn vrij. Eenieder mag ze uitoefenen. Er bestaat echter ééne uitzondering: vrouwen mogen niet meer in de kolenmijnen werken! Al te lang werd gedraald om ze te beschermen tegen hen die haar daarin lieten afdalen.

Wie zou echter den toestand dier ongelukkigen durven gelijkstellen met de uitoefening van het beroep van advocaat door de vrouw?

*
* * *

Dienen wij in te gaan op het zonderlinge bezwaar, als zouden de verplichtingen, die het beroep van advocaat medebrengt, onvereinigbaar zijn met den aard der vrouw, met het schaamtegevoel dat hare kunne eigen is?

Ongetwijfeld komen ergerlijke processen voor. Dit zijn zij echter niet voor vrouwen alleen; elke advocaat, elke magistraat ondervond den afkeer dien het schouwspel van 's menschen zedelijke ellende op een kiesch gemoed verwekt. Wie beweert echter dat eene deftige vrouw in haarzelf de zedelijke kracht niet zal putten, welke hem beschut die van ambtswege verplicht is het kwaad op te sporen.

Meer nog dan de advocaat ondervindt de dokter dien afkeer. Is het nu vernederend voor de vrouwen-dokters slechte zieken te moeten verplegen? Wijken zij voor dien plicht terug? Denkt men eraan haar het beroep van dokter te ontzeggen? Denkt men eraan de verpleegsters, zoo geestelijke als wereldlijke, van het ziekbed te verwijderen? Zij nochtans kennen oudenoud en eilende van zeer nabij.

Wie durft beweren dat die vrouwen de bescheidenheid, eigen aan hare kunne, te kort doen, dat zij haar natuurlijk schaamtegevoel verzaken?

Wat zij verduren is nochtans veel erger en terugstootender dan wat de vrouw-advocaat bij het onderzoek van een dossier ondergaat. Wat de verplichtingen van het pleiten betreft, een lijne natuur, van gelijk welke kunne, vindt steeds middel om een proces, hoe ergerlijk dan ook, op zulke wijze te behandelen dat zij zich zelf verbiedt en niets zegt wat eerlijke lui niet mogen hooren.

De meesters der balie geven daarvan elken dag voorbeelden die eenieder tot les strekken, en al werd de vrouw, uit vooroordeel, als minderwaardig beschouwd, men beweerde tot dusverre niet dat zij hare gedachte niet kan uiten en lager staat dan de man, zelfs wat de kunst der welsprekendheid aangaat.

Trouwens, het is verkeerd te meenen dat de advocaten zoo dikwijls onbetamelijke zaken dienen te behandelen.

Die waarvan men gewaagt maken ophel, maar zij zijn zeldzaam. Het meerendeel der processen zijn van gansch anderen aard. Processen van deftige lieden, wier zedelijkheidsgevoel gezond is en tusschen wie geschillen zijn opgerezen of die geldelijke belangen verdedigen, zijn oneindig talrijker dan processen van schurken. Men is er ten andere niet toe gedwongen ze alle te aan te nemen.

Ter balie, kerngezond midden in zedelijk opzicht, kan men slechts glimlachen om zulk een vreemd bezwaar tegen de opneming der vrouw in de advocatenorde.

Anderdeels ontkennen wij niet dat het beroep van den advocaat soms veel inspanning en groote toewijding vergt. Dit is echter ook het geval met geneesheeren en anderen. En de vrouwen, die een ander beroep uitoefenen, onderwijzeressen, werkmeisjes, bedienden, vrouwen van handelaars, nijverheidsheden, landbouwers zijn vaak genoodzaakt tot meer, harderen arbeid die den gewonen werkduur te buiten gaat. Die beklaagt men niet. Zij zijn tegen de inspanning bestand. Waarom zouden vrouwen-advocaten onder minder slaafschen arbeid bezwijken?

En dienen wij, om der waarheid wille, daar niet bij te voegen dat die toestanden van bijkomenden of uitzonderlijken aard zijn, ter balie als elders, en men niet zonder overdrijving kan beweren dat het gewone bestaan van den advocaat zoo lastig is dat eene vrouw het niet volhouden kan. Vele zouden wenschen dat zij niet slechter bedeed waren.

Het arbeidsvermogen bij de vrouw mag overigens niet miskend worden. Heden ten dage werkt de vrouw uit het volk en de burgersvrouw even hard, zooniet harder, dan de man. Soms hangt van haar alleen de voorspoed van het gezin af. Natuurlijk dient uitgezonderd het gering aantal vrouwen die tot de rijke of gegoede burgerij behooren. En daar onder zijn er nog die, niet zonder ijver en bijval, de letteren en de kunst beoefenen en, bij tegenspoed, zonder moeite een of ander beroep zouden waarnemen.

Trouwens, in Griekenland, te Rome, in Europa in de Middeleeuwen, tijdens de Renaissance en tot aan de Fransche Omwenteling, hebben vrouwen gepleit.

Men geeft toe dat zij op menig ander gebied hebben uitgemaakt en dat hoogst belangrijke letterkundige werken van hare vatbaarheid getuigen.

Men beweert, wel is waar, dat zij vooral in het werk der verbeelding hebben uitgeblonken, getuige het romanvak waarin George Sand en zooveel anderen zich onderscheidden, maar men voegt er aan toe dat zij bezwaarlijker met de rechten, die op redeneering en gevolgtrekking zijn gesteeund, zouden vertrouwd geraken.

Die bewering wordt eveneens door de ervaring weerlegd. Er bestaat echter nog een meer afdoend antwoord.

In het puike boek dat Jean Finot onlangs in het licht zond, met het doel het vooroordeel van de minderwaardigheid der vrouw te weerleggen (*Préjugé et problème des sexes*, Paris, Alcan, 1912), bewijst hij dat de vrouw plaats heeft genomen in de eerste rangen der geleerden die zich op de studie der natuurlijke wetenschappen en der hoogere wiskunde hebben toegelegd. Dit hoogst belangrijk boek verdient in zijn geheel te worden gelezen; tot onderrichting van de leden der Kamer deelen wij de volgende brokken daaruit mede :

« Door de vrouwen werd niet opgemerkt noch door de mannen vastgesteld dat het betrekkelijk aantal talentvolle vrouwen, vergeleken bij het algemeen aantal vrouwen die de wetenschap beoefenen, meer ten voordeele van de vrouw dan van den man pleit.

Vindt de vrouw op hare beurt, eenmaal onpartijdige geschiedschrijvers van hare wetenschappelijke evolutie, dan zullen die vaststellen dat de Hypathia's talrijker zijn geweest dan de meesten zich inbeelden.

Wie durft, bij voorbeeld, volhouden dat Auguste Comte's positivisme, dat een onuitwischbaren stempel op de moderne geesten drukte, eene vrouw tot voorloopster had? Welnu, Comte zelf eischt, in zijn *Cours de philosophie positive*, die verdienste voor Sophie Germain op.

Deze beroemde wiskundige, die onder de mannen onopgemerkt bleef, werd nooit naar waarde geschat.

Waar zij thans beschouwd wordt als de stichtster der wiskundige natuurkunde, bleef zij tot dusverre vergeten door allen die hare ontdekkingen benutten. »

.

Beschouwen wij, bij voorbeeld, de sterrenkunde, eene der wetenschappen waarin de scherpzinnigheid en de schranderheid van ons verstand het ruimste gebied vinden om zich met vrucht te oefenen.

Van de Egyptische prinses Aganike af, die, volgens Plutarchus, de toekomst uit de hemellichamen voorspelde, hebben de vrouwen, ondanks tal van hinderpalen, steeds de wichelarij beoefend. Aldus waren zij de ontdekkingen op het gebied der sterrenkunde vooruit.

In Thessalië voorspelde Aglaonike de zons- en maansverduisteringen. Zoo deed ook Asclapigenië te Athene, en Hypathia overtrof in kennis al de geleerden van haren tijd. Zij vond eene planisfeer uit, benevens een astrolabium en schreef het eerste werk over stelkunst.

Naarmate de sterrenkunde vooruitging, bleven de vrouwen niet in gebreke er door werken en uitvindingen toe bij te dragen. Vermelden wij, dien-

aangaande, verschillende Duitse vrouwen, als de beroemde Maria Kunicia die, in 1650, de gewichtige sterrenkundige tabellen *Urani Propitia* uitgaf. Margaretha Kirch die, in 1702, eene staartster ontdekte en, benevens almanakken, vele sterrenkundige berekeningen in het licht zond; Mevr. Rumker die, in 1847, eene staartster aanwees, en vele anderen meer.

Zoo ook in Frankrijk waar Jeanne Dumée in hare *Entretiens sur l'opinion de Copernic touchant la mobilité de la terre*, omstreeks het einde der XVIII^e eeuw, het wagen durfde de meeningen van den beroemden sterrenkundige te verdedigen, toen hij door de meeste geleerden hardnekkig werd aangevallen.

Vreemd genoeg, Jeanne Dumée vond het noodig het verwijt te weerleggen als zou de sterrenkunde al te kiesch werk zijn voor hare kunne. Zij put troost uit de gedachte dat zij de vrouwen van haren tijd ervan zal overtuigen « dat ook zij wat leeren kunnen, want tusschen mannenhersen en vrouwenhersen bestaat geen verschil hoegenaamd... »

Stippen wij ook Mevr. du Châtelet, geboren de Breteuil, aan, bekende verhaalster van Newton's *Grondbeginzelen der natuurlijke wijsbegeerte*, waarvan zij het oorspronkelijk werk opnieuw samenstelde en dit met ophelderingen verrijkte. Van haar getuigde Voltaire : « Een vrouw die Newton vertaalde en toelichtte is, met één woord, een groot man. » Volgens Ampère was zij ook volkomen met de meetkunde vertrouwd.

Mevr. Lepante omschreef, met Clairaut, de baan der Halley-komeet. Ook zij voorspelde en berekende de zonsverduistering voor 1764, wat vóór haren tijd in Frankrijk nooit gebeurde. Als medewerkster van Lalande en haren echtgenoot, den beroemden uurwerkmaker, schreef zij eene verhandeling over het horlogemaken. Hare talrijke ontdekkingen en diensten, aan de wiskundige wetenschappen bewezen, staan opgesomd in de nagelaten levensschets door Jérôme Lalande die, in zijne bewondering voor het werk dier geniale vrouw, met nadruk wijst op het belang dat erin is gelegen de wetenschap open te stellen voor « de kunne, waartoe Mevr. Herschel, Mevr. Lalande en zooveel andere meer, behooren ».

Jeanne-Amélie Latonde bepaalde, omstreeks 1775, den stand der tien-duizend sterren die in den catalogus van haren echtgenoot vermeld zijn. Mevr. Dupierry onderwees, de eerste, de sterrenkunde te Parijs en liet talrijke berekeningen van verduisteringen na, tot vaststelling van de beweging der maan. Mev. Yvan Villareau onderscheidde zich door hare berekeningen van den loop der dubbelsterren. Bemerken wij eindelijk Mevr. Clémence Royer, de kundige vertaalster van Darwin en schrijfster van het eigenaardige werk *De l'origine des Mondes*, tegen de stelling van Laplace gericht.

Noemen wij nog Caroline Herschel (1750-1848) die, benevens hare groote werken, met de hulp van haren broeder Guillaume tot stand gebracht, alleen acht staartsterren ontdekt en een catalogus opmaakt van de dubbelsterren en de nevelsterren, waarvoor haar eene gouden medaille door de Maatschappij voor sterrenkunde van Londen werd verleend. Op 72 jarigen leeftijd begint zij nog een aanzienlijk werk over 2,500 nevelsterren.

Verder zij vermeld Mev. Sommerville, die het klassieke boek *Le Mécanisme des cieux* (1831) schreef. Herschel betuigt « dit werk dat ook door de nageslachten zal geprezen worden » met bewondering te hebben gelezen. Bovendien gaf zij de *Étude chimique et magnétique du soleil* uit en onderscheidde zich zoo op het gebied der sterrenkundige wetenschap als op dat der zuivere wiskunde waar zij, volgens von Humboldt, bepaald in uitblonk.

Een der gewichtigste takken der nieuwe sterrenkunde « de natuurkunde der sterren », die de studie van den bouw der sterren ten doel heeft, is het werk van het echtpaar Sir William en Lady Hyggins en de grootsche vrucht van hun gezamenlijk werk gedurende eene halve eeuw.

.

In dit overzicht van het verleden der sterrenkunde noemden wij slechts de meest stralende lichten. Wat al namen bleven echter onvermeld, wegens onwetendheid bij hem die deze regelen schreef! En wie spreekt ooit van die honderden geleerde vrouwen, nederige, verborgen helpsters van hunne trotsche en beroemde echtgenooten!

.

Tijdens de jongste jaren leerden wij vele vrouwen kennen wier werkzaamheid de verwachtingen sterkt die de vrouw van heden doet koesteren.

Wat, bijvoorbeeld, gezegd van Mevr. Curie, wier ontdekkingen overbekend zijn? Zoolang Curie leefde beschouwde men zijne vrouw als een nederige medewerkster, die wellicht op geene andere verdienste aanspraak had dan hare toewijding en haren bemoedigenden invloed als echtgenoot.

Curie sterft en bij voortduring legt Mevr. Curie getuigenis af van vaste methode en verbazend vindingrijken geest. Volgens professor Hixson (Universiteit Manchester), en den beroemden W. Ramsay, blijken de tot de wiskundige studiën toegelaten vrouwen, in alle opzichten, zoo sterk te zijn als de mannen. »

*
* *

Wie kan, ten overstaan van die zoo menigvuldige als schitterende bewijzen van het geestelijk vermogen der vrouw, geopenbaard bij de lastige studiën die zelfs weinige mannen aandurven, nog beweren dat de kennis van de rechten en de practijk der balie onvereinigbaar zijn met haren aard?

Wie durft nog gewagen van verstandelijke ondergeschiktheid?

Met welk recht ontzegt men dan aan de vrouwen, die doctor in de rechten zijn, aanspraak op het beroep dat zij verkozen?

Zijn alle advocaten puike advocaten?

En ontzegt men aan de mannen den toegang tot de balie, onder voorwendsel van mindere begaafdheid?

Zijn zij onbekwaam, zij zullen wel mislukken. Hun recht is het echter te trachten niet te mislukken. Dat is ook het recht der vrouwen!

*
* *

Wij besluiten : De algemeene geestesstrooming stuwt naar de ontvoogding der vrouwen.

Frankrijk, waar hetzelfde decreet gold als bij ons, heeft afgebroken met de keizerlijke wetten.

De Fransche wet van 1 December 1900 liet de vrouwen toe het beroep van advocaat uit te oefenen. Verschillende pleiten te Parijs en in de departementen. Eene onder hen, mevrouw Maria Verone, deed ons, ten jare 1910, op eene in het Justitiepaleis te Brussel gehouden voordracht, al de goede gevolgen inzien welke de toegang der vrouwen tot de balie, in Frankrijk, reeds teweegbracht. Onlangs werd zij aanzocht, te Parijs te komen zetelen in het Comité der voor den rechter gedaagde kinderen, dat uitsluitend wordt gekozen onder magistraten, parlamentsleden en hogere ambtenaars.

Niet alleen Frankrijk stelde de balie voor de vrouwen open. In dien weg werd het voorafgegaan, en op zijne beurt ook nagevolgd. De balie staat voor de vrouwen open in de Vereenigde-Staten van Amerika, in Canada, Australië, Nieuw-Zeeland, Chili, Uruguay, Peru, en, in Europa, in Scandinavië, Holland, Rumenië en in verschillende kantons van Zwitserland.

In verschillende Staten der Grootte Amerikaansche Republiek maken de vrouwen deel uit van de jury.

En in Rusland werd onlangs het voorstel tot toelating der vrouwen tot de balie gunstig ter Douma onthaald.

Onzes dunkens mag België bij die beweging niet ten achter blijven.

Een maatschappelijk belang, waarmee niet genoeg rekening wordt gehouden, staat in verband met den voorgeslagen maatregel, die strookt met rechtvaardigheid en vooruitgang.

Gelukkig zijn bescheidenheid en schaamtegevoel bij de vrouw werkelijk bestaande dingen. Men dient echter niet alleen te denken aan haar die advocaat worden, maar tevens aan hare klanten, die talrijker nog en de belangstelling evenzeer waardig zijn.

Hoeveel jonge vrouwen, uit al te vergedreven schaamtegevoel, zijn gestorven of onderstonden vreeselijke pijnen omdat zij, bij het naderen van het eerste moederschap, aarzelden zelfs aan hun dokter het ongemak mede te deelen waaronder zij leden. Doordien zij met die verklaring te lang wachtten, schonden zij hare gezondheid voor immer. Enkele beweerden dat, hadden zij toen eene vrouw tot dokter gehad, zij wellicht stouter geweest waren.

Er zijn thans vrouwen-dokters, en dat is gelukkig. Vrouwen-advocaten bestaan echter nog niet en nochtans, wat al rampzalige, gemartelde of in hun heiligste gevoel gekrenkte echtgenooten zijn er niet die de hulp van een advocaat behoeven doch die hem al hunne ellende niet durven blootleggen. Veel lichter schenken zij haar vertrouwen aan eene vrouw. Over dat schaamtegevoel hoeft niet geredeneerd; dat dient geëerbiedigd.

En deze beschouwingen strekken zich niet enkel uit tot de geschillen tusschen echtgenooten in verdeelde gezinnen, maar ook tot de oneenigheid aangaande de bewaking der kinderen, hunne opvoeding en al die kiesche zaken welke zoo goed door een vrouwenhart, een moederhart worden begrepen.

Hier geldt het dus niet enkel de rechten en belangen der vrouwen die op de balie aanspraak maken; maar tevens en bovenal het recht der massa, het recht der velen die gekrenkt werden en die vrijelijk de rechtsgeleerden, zoo man als vrouw, moeten kunnen kiezen, waaraan zij de verdediging hunner eer of fortuin toevertrouwen.

Een woord nog. De vrouwenbeweging is niet van louter rechtskundigen aard, zij is tevens van politieken aard. Over stemrecht voor vrouwen is men het nog niet eens; het vraagstuk is echter gesteld en weldra dient het opgelost te worden. Als elders zal men er zich te onzent moeten mee bezig houden. Hoe kan België er echter aan denken stemrecht aan vrouwen te verleenen, waar het aan het puik onder haar, — moedig en achtingswaardig puik —, zelfs het recht ontzegt het beroep van advocaat uit te oefenen tot hetwelk zij een bekwaamheidsdiploma verkregen, dat haar uit naam der openbare macht verleend werd?

Het wetsontwerp, voor hetwelk wij aanneming vragen, dagteekent van 1901, en onderging groote vertraging. De Kamers zullen weldra ontbonden worden. Laten zij niet uiteengaan zonder dat recht zij geschied.

EMILE FERON.

